



PAYS : République du Cameroun

NOM DU PROJET : Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG)

CREDIT IDA : N° 72130-CM

INTITULE DE LA MISSION : recrutement d'un cabinet pour la formation des acteurs et l'appui à la collecte des données pour l'opérationnalisation du Système d'Information Géographique Communal (SIGCOM) dans 36 communes dans le cadre du PROLOG vague 1

AVIS A SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET
N° 066/ASMI/MINDDEVEL/PROLOG/UGP/SPM/2026 DU 26 OCT 2026

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA FORMATION DES ACTEURS ET L'APPUI A LA COLLECTE DES DONNÉES POUR L'OPÉRATIONNALISATION DU SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE COMMUNAL (SIGCOM) DANS 36 COMMUNES DANS LE CADRE DU PROLOG VAGUE 1.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Pour soutenir le Cameroun dans ses initiatives de gestion des risques d'aggravation de fragilité, de conflit et de violence (FCV), ainsi que sa politique de décentralisation, la Banque Mondiale a accordé au Gouvernement du Cameroun un financement sous forme de prêt à hauteur de 300 millions de dollars, soit environ 189 milliards de FCFA, pour la mise en œuvre du Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG). Ce projet, qui bénéficie directement à environ 187 municipalités et six (06) Conseils Régionaux, combine l'appui à la décentralisation focalisé sur des engagements de développement avec le renforcement des capacités de résilience des communautés, notamment des ménages vulnérables impactés par les conflits.

L'objectif de développement du projet est d'améliorer l'accès des communautés aux infrastructures résilientes au changement climatique et de renforcer la capacité locale à gérer les ressources et à fournir des services. Pour atteindre cet objectif, le projet est articulé autour de quatre composantes, dont la Composante 2, relative à l'amélioration du cadre de gouvernance à plusieurs niveaux et de la capacité des entités décentralisées à fournir des services, à travers laquelle s'inscrit la présente mission.

La planification spatiale, la cartographie des équipements collectifs et la maîtrise du patrimoine communal constituent le socle du développement territorial et de la résilience communautaire. Conçu en 2022 avec l'appui du PNUD et expérimenté dans dix (10) communes pilotes, le SIGCOM fait aujourd'hui l'objet d'une modernisation technologique et d'un déploiement dans trente-six (36) communes supplémentaires, confiés à un cabinet d'ingénierie informatique et de géomatique spécialisé.

Cette modernisation applicative, aussi nécessaire soit-elle, ne constitue cependant qu'une condition parmi d'autres de la réussite du programme. L'expérience acquise depuis 2022 montre en effet qu'un outil géomatique, aussi performant soit-il, ne produit de valeur pour la gouvernance locale que s'il est effectivement approprié par les acteurs qui le font vivre au quotidien, points focaux communaux, enquêteurs de terrain, administrateurs centraux, et s'il repose sur une base de données réellement représentative du patrimoine et des infrastructures des collectivités. Or, dans la majorité des 36 communes cibles, aucune donnée géospatiale fiable et actualisée n'existe à ce jour, et les compétences numériques des agents communaux demeurent, comme le confirme le diagnostic du Schéma Directeur de Digitalisation des CTD, très inégalement réparties.

1.1. Bilan de l'expérience pilote et justification d'une mission dédiée

Le retour d'expérience des dix communes pilotes a mis en évidence deux limites structurelles distinctes de celles qui ont motivé la refonte technologique du SIGCOM :

1. Un déficit d'appropriation locale de l'outil :

Faute d'un dispositif de formation structuré et différencié par profil d'utilisateur, les points focaux communaux se sont souvent limités à un usage passif du système, sans maîtriser la validation des données, l'exploitation des tableaux de bord ou la correction des anomalies signalées.

2. Une absence de collecte exhaustive et méthodique des données :

La saisie des infrastructures communales a été réalisée de manière ponctuelle, sans plan de couverture territoriale rigoureux, sans protocole harmonisé de collecte par type d'infrastructure, et sans dispositif de contrôle qualité formalisé, laissant des pans entiers du patrimoine communal non répertoriés.

Ces deux limites relèvent de compétences distinctes de celles mobilisées pour la refonte logicielle, ingénierie de formation et conduite du changement d'une part, méthodologie et logistique de collecte de données géospatiales de terrain d'autre part. C'est pourquoi le PROLOG a fait le choix de confier cette dimension à un cabinet spécialisé et distinct du prestataire technique, dans une logique de complémentarité et de coordination étroite entre les deux missions.

La présente mission vise ainsi à garantir l'opérationnalisation effective du SIGCOM modernisé dans les 36 communes cibles, à travers deux leviers indissociables : la formation de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur du système d'information géographique communal, et l'appui à une collecte exhaustive, fiable et géoréférencée du patrimoine et des infrastructures de ces collectivités.

I. OBJECTIF DE L'ETUDE

L'objectif général de la mission est de recruter un Cabinet spécialisé en ingénierie de formation et en collecte de données géospatiales pour former l'ensemble des acteurs du dispositif SIGCOM, niveau central, communal et de terrain, et pour appuyer et superviser la collecte exhaustive et géoréférencée des données du patrimoine et des infrastructures communales dans les 36 communes cibles de la Vague 1, en vue de l'opérationnalisation effective du système modernisé.

De manière spécifique, il s'agit :

De manière spécifique, le Cabinet retenu aura pour missions de :

1. **Diagnostiquer les besoins en formation et concevoir un dispositif pédagogique différencié :**
Évaluer le niveau de maîtrise numérique des agents des 36 communes cibles et élaborer un plan de formation adapté à chaque profil d'utilisateur (administrateurs centraux, points focaux communaux, exécutifs municipaux, enquêteurs de terrain).
2. **Concevoir des supports pédagogiques bilingues et adaptés au contexte local :**
Produire des guides utilisateurs simplifiés, mémentos terrain, tutoriels et outils d'auto-évaluation, en Français et en Anglais, tenant compte des contraintes de connectivité et d'enclavement des zones cibles.
3. **Former les administrateurs centraux et les référents régionaux du MINDDEVEL :**
Assurer une formation fonctionnelle approfondie à la supervision de la qualité des données et à l'exploitation des tableaux de bord nationaux, ainsi qu'une formation de formateurs permettant la démultiplication au sein des Unités de Coordination Régionale. La formation technique à l'administration système proprement dite relève exclusivement du Cabinet d'ingénierie et de déploiement du SIGCOM, recruté au titre du premier TDR.
4. **Former les points focaux communaux et sensibiliser les exécutifs municipaux :**
Doter chaque commune d'au moins un administrateur communal formé à la validation à deux niveaux, à la gestion des comptes utilisateurs et à l'exploitation des tableaux de bord, et sensibiliser les maires et secrétaires généraux à l'usage stratégique du SIGCOM pour la planification et la fiscalité locale.
5. **Recruter, former et encadrer une équipe d'enquêteurs de terrain :**
Constituer, en lien avec les communes, une équipe d'enquêteurs formés à l'application mobile de collecte, au géoréférencement, à la prise de vues horodatées et au remplissage des fiches de collecte harmonisées.
6. **Élaborer et faire valider un protocole de collecte harmonisé par domaine :**
Définir des fiches de collecte standardisées pour chaque catégorie d'infrastructure (éducation, santé, hydraulique, voirie, marchés, patrimoine bâti, foncier communal, entre autres), en cohérence avec les nomenclatures configurées dans le SIGCOM.
7. **Superviser la collecte exhaustive du patrimoine communal dans les 36 communes :**

Organiser, planifier et contrôler la couverture territoriale complète de la collecte, dans le respect des contraintes d'accessibilité et de sécurité propres à chaque région.

8. Assurer le contrôle qualité des données collectées :

Vérifier la complétude, la cohérence géographique et l'absence de doublons des données, avant leur soumission à la validation communale et leur publication sur la carte officielle nationale.

9. Organiser la restitution et l'appropriation locale des données :

Restituer les données collectées aux exécutifs communaux et accompagner le processus de validation à deux niveaux prévus par le workflow du SIGCOM.

10. Accompagner l'autonomisation des acteurs locaux et produire les rapports de mission :

Assurer un coaching de proximité pendant une période de transition et produire les rapports, procès-verbaux de formation et bilans de collecte requis pour chacune des 36 communes.

II. RESULTATS ATTENDUS

Résultat attendu	Indicateur de performance (KPI)	Cible
Couverture de la formation des acteurs communaux	Nombre de communes disposant d'au moins un administrateur communal formé et certifié	36 / 36 communes
Couverture de la collecte géoréférencée	Taux de couverture du patrimoine communal recensé par rapport à l'inventaire prévisionnel	≥ 95 %
Qualité des données collectées	Taux de doublons et d'anomalies résiduelles après contrôle qualité et validation communale	< 3 %
Mobilisation des enquêteurs de terrain	Nombre d'enquêteurs formés et opérationnels sur le terrain	≥ 72 (2 par commune)
Validation communale des données	Taux de communes ayant procédé à la validation à deux niveaux prévue par le workflow du SIGCOM	100 %
Maîtrise du risque sécuritaire	Nombre d'incidents sécuritaires majeurs non anticipés affectant la mission dans les zones à risque	0 incident majeur non anticipé
Respect des délais contractuels	Taux de livrables validés dans les délais du calendrier contractuel (3 mois)	100 %

III. APPROCHE METHODOLOGIQUE

La prestation attendue du Cabinet s'articule autour de deux composantes complémentaires et étroitement coordonnées avec la mission d'ingénierie applicative et de déploiement technique du SIGCOM conduite en parallèle :

- **COMPOSANTE A : Ingénierie de Formation et Renforcement des Capacités**
- **COMPOSANTE B : Appui à la Collecte des Données Géospatiales et Opérationnalisation**

IV. LIVRABLES

- ✓ Le Rapport de cadrage méthodologique

- ✓ Le Rapports de formation et PV de sessions
- ✓ Le Base de données géospatiales collectées et validées (36 communes)
- ✓ Rapports de collecte et bilans par commune
- ✓ Rapport final, plan d'autonomisation et rapport de fin de mission

V. DUREE DE LA MISSION

La mission est prévue pour une durée de quatre-vingt-dix (90) jours, étalés sur trois mois, à compter de la date de démarrage.

VI. PROFIL DES CONSULTANTS RECHERCHES

Le Cabinet doit être une firme spécialisée en ingénierie de formation, en conduite du changement ou en collecte de données géospatiales de terrain, de renommée nationale ou internationale, justifiant d'au moins sept (07) ans d'expérience dans la conception et la mise en œuvre de programmes de renforcement de capacités et de campagnes de collecte de données à l'échelle multi-régionale.

Le consultant devra avoir les expériences avérées suivantes :

- Au moins deux (02) missions similaires ayant combiné formation d'acteurs locaux et collecte de données de terrain, pour le compte de l'État camerounais ou de bailleurs de fonds internationaux, dans des zones présentant des contraintes d'accès comparables à celles des régions cibles du présent projet.
- Justifier d'expériences dans le pilotage de missions impliquant plusieurs régions ou zones à contraintes d'accès.

N.B : pour être validée, chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants :

- La copie de la première page et la dernière page signé. Ces références devront être claire et lisibles ;
- Les photocopies des procès-verbaux de réception, ou des certificats de bonne fin délivrés par le Maître d'Ouvrage ou ses services ou attestations de main levée de caution de bonne fin.

Pour la réalisation de cette étude, les cabinets intéressés doivent justifier des compétences et expérience(s) avérées dans le domaine.

Les consultants seront invités à élaborer leur propre méthodologie, ainsi que leur plan de mobilisation des experts, le niveau d'effort et la méthode de travail pour la réalisation du mandat.

Les experts proposés par la firme devront avoir des profils complémentaires et les qualifications minimales suivantes : (Voir TDR)

En outre, les consultants doivent tous faire preuve :

- D'une bonne connaissance des méthodes de collecte de données géospatiales de terrain ;
- D'une expérience avérée en matière de pilotage de mission ;
- De bonnes capacités rédactionnelles et de synthèse.

Une bonne connaissance du contexte camerounais un atout.

VII. PROCEDURE DE SELECTION

Les Consultants seront recrutés conformément aux dispositions du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sur la méthode de sélection fondée sur les qualifications des consultants (SQC), édition septembre 2025.

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau, de 09 heures à 15h30 heures (heures locales).

Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées par courrier électronique au plus tard quatorze (14) jours à compter de la date publication du présent avis dans le quotidien Cameroun Tribune, soit le **11 NOV 2026** à 15 heures 30 minutes (heure locale par mail (Fichier PDF) et devront comprendre les documents suivants :

VIII. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature doivent être soumis exclusivement en version électronique (format PDF) par email et devront comprendre trois fichiers comme suit :

Fichier PDF 1 :

- Une lettre de soumission détaillée, faisant ressortir les capacités spécifiques du Cabinet qui l'aideront à réussir sa mission ainsi que la collaboration avec les principales parties prenantes ;

Fichier PDF 2 :

Le cabinet devra proposer dans son offre, le CV du Chef de Mission qui devra remplir les critères de qualification et d'expérience minimal ci-après :

- Être titulaire d'un diplôme équivalent à BAC+5 au moins dans l'une des disciplines suivantes : Sciences de l'Éducation, Ingénierie de Formation, Développement Local ou disciplines apparentées ;
- Avoir au moins dix (10) années expérience dans la conduite de missions de renforcement de capacités ou de conduite du changement pour l'État ou des bailleurs de fonds internationaux (Banque Mondiale, PNUD, AFD).

- Démontrer de la conduite d'au moins deux études dans le domaine de la formation dont une au moins dans la collecte des données ;
- Avoir une bonne connaissance des problématiques de décentralisation, du développement local et de la gouvernance locale.

Fichier PDF 3 :

- Le CV doit mettre en exergue les expériences similaires daté de moins de trois (03) mois, signé et mentionnant ses adresses complètes (boite postale, téléphone, e-mail etc.), les copies certifiées des diplômes, attestations et/ou certificat de travail, ainsi que les copies des contrats similaires (1ères et pages de signatures), etc.) ;

N.B : Pour être validé, chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants :

La copie de la première page et la dernière page signé. Ces références devront être claires et lisibles ;

Les photocopies des procès-verbaux de réception ou des certificats de bonne fin délivrés par le Maître d'Ouvrage

NB : Aucun dossier physique ne sera reçu à l'UGP ou dans les UCR. Seuls les dossiers électroniques respectant le format ci-dessus indiqué seront évalués.

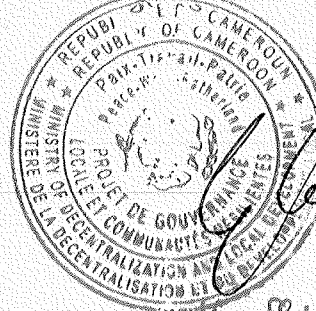
Et porter la mention :

AVIS A SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET
N°066/ASMI/MINDDEVEL/PROLOG/UGP/SPM/2026 DU 26 OCT 2026
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA FORMATION DES ACTEURS ET L'APPUI A LA COLLECTE DES
DONNÉES POUR L'OPÉRATIONNALISATION DU SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE COMMUNAL (SIGCOM)
DANS 36 COMMUNES DANS LE CADRE DU PROLOG VAGUE 1.

Adresses courrier électronique :

- recrutementsigcomf@prolog.cm
- jngwa@prolog.cm ;
- [jemeguide@prolog.cm](mailto:jmeguide@prolog.cm);

LE COORDONNATEUR NATIONAL



Ngwa Edielle E. H. Jackson
Ph.D in Economics
Senior Statistician and Economist Engineer